



HAL
open science

Participation et influence des OSC dans les processus de réformes foncières en Afrique de l'Ouest

Philippe Lavigne Delville

► **To cite this version:**

Philippe Lavigne Delville. Participation et influence des OSC dans les processus de réformes foncières en Afrique de l'Ouest. Atelier de renforcement de la stratégie de plaidoyer du CODEC sur les réformes foncières et la transition énergétique juste en Guinée, CODEC/IIED, Oct 2024, Conakry, Guinée. <ird-04931341>

HAL Id: ird-04931341

<https://ird.hal.science/ird-04931341v1>

Submitted on 5 Feb 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



Participation et influence des OSC dans les processus de réformes foncières en Afrique de l'Ouest

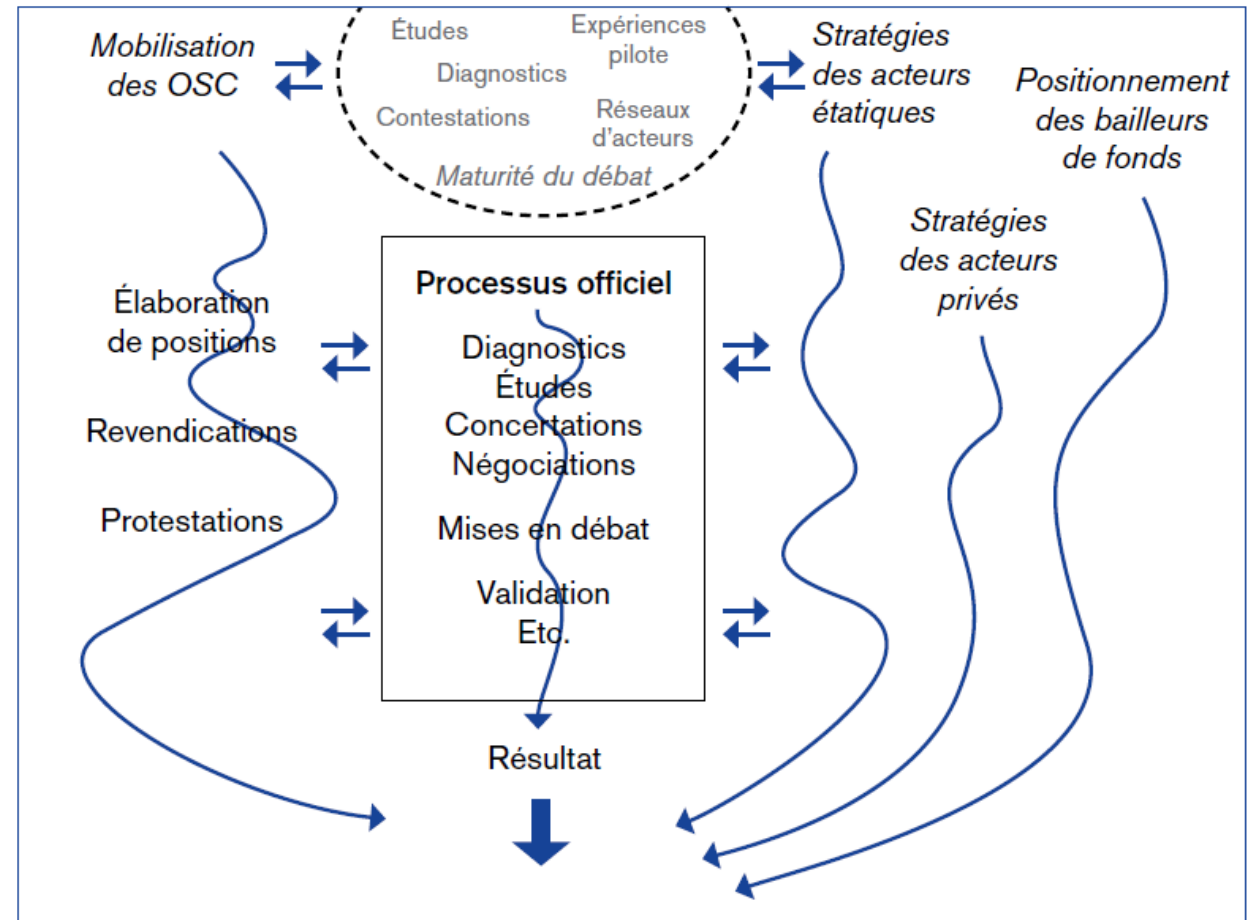
Philippe Lavigne Delville

**Atelier de renforcement de la stratégie de plaidoyer du CODEC
sur les réformes foncières et la transition énergétique juste en Guinée**

Conakry – 29-31 octobre 2024

Quelle « participation » des OSC ?

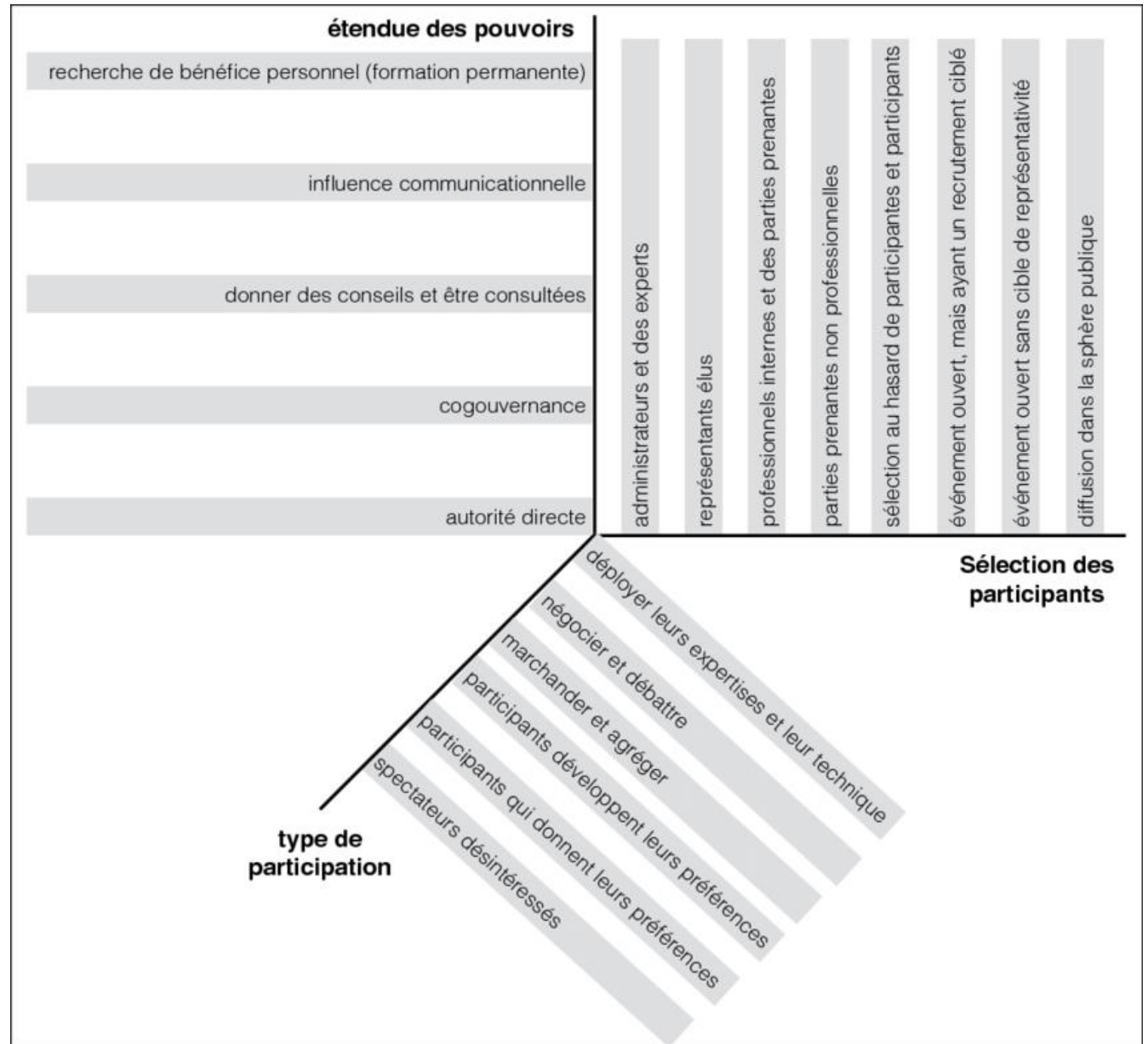
Figure 1. Le processus officiel de préparation d'une réforme dans son contexte : schéma conceptuel



Les jeux d'influence ne se limitent pas au processus officiel d'élaboration de la réforme

L'avant
A côté

« Participer » ? Oui, mais...
 Qui participe ?
 A quoi ?
 Comment ?
 Qui a le pouvoir de décision ?



Le cube démocratique (Archon Fung)

La formulation des politiques foncières en Afrique de l'ouest : des processus différents

- Des processus experts (avec un peu de consultation) (Bénin)
 - Un cadrage classique autour de l'immatriculation
 - Une commission restreinte composée de juristes et d'administrateurs
 - Parfois des études préparatoires par juristes et géomètres
 - Une validation par l'Etat, avec ou sans atelier de validation
- Des processus experts consultatifs élargis (Sénégal : CNRF)
 - Un cadrage plus ou moins prédéfini du champ des possibles
 - Une équipe pluridisciplinaire
 - Des ateliers locaux de consultation par zones agro-écologiques
 - Des arbitrages par l'équipe, parfois en dialogue avec une commission élargie
 - Un atelier de validation

- Des processus négociés (Burkina Faso)
 - Un cadrage ouvert autour de quelques objectifs centraux
 - Un état des lieux des situations, des expériences et des dilemmes
 - Des ateliers par groupes d'intérêts et par zones agro-écologiques, pour expliciter les enjeux et les priorités et des lignes rouges de chacun
 - Des rencontres entre groupes d'intérêts pour favoriser une compréhension mutuelle
 - Un processus de négociation et d'élaboration de compromis entre représentants des groupes d'intérêt
 - Une mise en débat élargi des options politiques possibles, un arbitrage collectif

- Des processus d'élaboration concertée pluri-acteurs (PFA Guinée)
 - Un cadrage ouvert
 - Un état des lieux des situations, des expériences
 - Un accent sur la concertation : rapprochement des points de vue par le dialogue
 - Un processus construit et rigoureux d'élaboration progressive des options et des propositions

Eclairages sur les stratégies des OSC

- Bénin : un processus expert consultatif centré sur les professionnels, marginalisant les OSC
 - Un projet d'extension du titre foncier
 - SYNPA, un syndicat de défense de l'agriculture familiale et de lutte contre l'accaparement des terres
 - **La critique d'un projet découvert en cours de route**, un engagement dans le plaidoyer
 - **Un entrisme dans le processus d'élaboration**
 - **La recherche d'alliés**
 - Ministère de l'agriculture, mobilisation des parlementaires
 - L'Alliance pour un code foncier consensuel et socialement juste
 - **Faire pression : le débat télévisé**
 - Une opposition à un projet jugé dangereux
 - La création d'une expertise
 - **Un plaidoyer centré sur des points limités**
 - *Une légitimité accrue mais peu de victoires*

- Burkina Faso : un processus ouvert de négociation
 - Un double processus de concertation/négociation, par région et par groupe d'intérêt
 - Les OP comme groupe d'intérêt, comme l'administration, la chefferie, l'agrobusiness, les femmes (pas les OSC en tant que telles)
 - Un travail de préparation des OP aux différentes échelles
 - Le problème de la représentation des éleveurs

- Sénégal

- Le CNCR et les propositions paysannes de 2004
- Le CRAFS et la lutte contre les accaparements fonciers

- La volonté d'une réforme « participative et inclusive », comme revendiqué par les OSC
- Un processus expert consultatif, piloté par des experts du monde rural et des cadres de l'administration foncière
- Des concertations locales

- Un cadrage discutable, les inquiétudes des OSC
- **Tenter d'influer sur le cadrage : études, ateliers, médiatisation**
- Un engagement critique dans le processus
- Animer les concertations locales : opportunité ou piège ?

- **La redéfinition du cadrage : un vrai succès**
- Pas de propositions construites collectives à mettre en avant : **un cran de retard**
- Un document de politique foncière ambigu
- Et rejeté par le Président de la République

Des conditions de légitimité des processus de formulation des réformes

- Des processus ouverts, réfléchis et négociés, sur la base d'un engagement politique
- Des règles du jeu claires, une indépendance de l'animation
- Des modalités d'échanges qui permettent l'écoute mutuelle
 - Une information objective et partagée
 - Neutraliser au mieux les inégalités de pouvoir et de capacité de prise de parole
 - Une préparation préalable des acteurs locaux et de leurs représentants
- Des conclusions ouvertes, co-construites au cours du processus, affinées collectivement

- Un processus ouvert d'élaboration d'une politique foncière est favorisé par l'existence préalable d'un débat de société sur le sujet (espaces d'échanges décloisonnés, ateliers, débats dans les médias, etc.)
- La capacité des citoyens à faire valoir leurs demandes et attentes est d'autant plus forte que leurs organisations ont au préalable mené leur propre processus de débat interne et d'élaboration de positions et de propositions

- La confiance dans la façon dont le processus d'élaboration est conçu, piloté, animé est une condition de légitimité des conclusions
 - Le cadrage et les hypothèses
 - Le processus, ses modalités, son déroulement
 - La transparence dans la prise en compte des points de vue et observations
 - La mise à l'épreuve des compromis
- L'élaboration de la politique ne s'arrête pas à la construction des compromis et du document de politique foncière
 - Un pilotage pluri-acteurs de la mise en œuvre
 - L'enjeu du respect des priorités politiques dans la traduction juridique et institutionnelle

De la politique au cadre légal et réglementaire

- La traduction juridique d'orientations politiques est un processus politique à part entière
 - La rédaction des textes nécessite un savoir-faire juridique, mais...
 - Décliner des orientations politiques suppose de préciser de nombreuses dimensions
 - Le diable se cache dans les détails
 - Il peut y avoir des biais ou des réinterprétations à ce stade, ou de problèmes de faisabilité pratique des dispositions proposées
- Une participation citoyenne aussi à l'élaboration des textes ?
 - Le choix des juristes chargés de la rédaction des textes
 - La composition des comités de pilotage de l'élaboration des textes et des instances de validation des projets, avant soumission au parlement ou aux ministères de tutelle

Quelques enseignements sur la participation de la société civile aux processus de formulation

- Savoir ce qu'on veut et pourquoi, et pas seulement contre quoi on lutte
- Contribuer à ouvrir le débat public et à l'alimenter en amont et pendant le processus officiel (études, notes de cadrages)
- Exiger un processus construit et transparent
- Construire et élargir les alliances (y compris cadres administration, privés, bailleurs, députés, etc.)
- Adapter sa stratégie à « l'offre de participation »
- Articuler concertations internes aux OSC et participation active au processus
- Si nécessaire, travailler, en amont et à côté, pour influencer sur le cadrage du débat et les choix
- Jouer à la fois le plaidoyer et le rapport de force : manifestations, mobilisations de masse
- Une vigilance permanente

- Je vous remercie